

ANNEXE A LA DELIBERATION 16-2025 RELATIVE AUX MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES TITRES D'ABONNEMENT MULTIMODAUX DES TRAJETS DOMICILE-TRAVAIL

Références juridiques :

- Code général de la fonction publique, art. L. 723-1,
- Code des transports, notamment son article L. 1221-3
- Code du travail, art. L. 3261-1 et L. 3261-2,
- Décret n° 2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail,
- Décret n° 2023-812 du 21 août 2023 modifiant le taux de prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.

1/ Les agents concernés

Tous les agents des collectivités territoriales, de leurs établissements publics administratifs, des établissements mentionnés à l'article 5 du CGFP, les agents publics des groupements d'intérêt public sont concernés par la prise en charge partielle des frais de transport domicile-travail.

Les bénéficiaires sont :

- Les stagiaires et titulaires,
- Les contractuels de droit public et de droit privé (contrat aidés, apprentis).

2/ Les abonnements concernés

- Les abonnements multimodaux à nombre de voyage illimité ainsi que les cartes et abonnements annuels, mensuels ou hebdomadaires ou à renouvellement tacite à nombre de voyage illimités ou limités délivrés par la SNCF, les entreprises de transport public (TER Nouvelle Aquitaine, Cars régionaux et TBM), les régies et les autres personnes mentionnées à l'article L. 1221-3 du code des transports ;
- Les abonnements à un service public de location de vélos.

3/ Les limites

a/ Le non-cumul

La prise en charge partielle des deux types d'abonnements indiqués à l'article 2 n'est pas cumulable lorsqu'elle a pour objet de couvrir les mêmes trajets.

b/ Le montant

A compter du 1^{er} janvier 2025, l'employeur public prend en charge les $\frac{3}{4}$ du tarif de l'abonnement dans la limite de 101.75 euros par mois (plafond fixé à partir du tarif de l'abonnement annuel permettant d'effectuer le trajet maximum à l'intérieur de la zone de compétence de l'autorité organisatrice des transports de la région Ile-de-France après application d'un coefficient multiplicateur égal à 1,25).

Cette participation sera évolutive en fonction des modifications apportées au taux et au montant, par les textes réglementaires et les décrets.

Les agents à temps non complet, lorsque le nombre d'heures travaillées est inférieur à la moitié de la durée légale (17H30), bénéficient d'une prise en charge égale à la moitié de la prise en charge d'un agent travaillant à temps plein, soit **37,5 %**.

Cette participation couvre le coût du ou des titres de transport permettant aux agents d'effectuer le trajet dans le temps le plus court entre leur résidence habituelle, la plus proche de leur lieu de travail et leur lieu de travail. La notion de résidence habituelle doit s'entendre comme le lieu où l'agent réside pendant les jours travaillés.

La prise en charge est suspendue dans les conditions de l'article 6 du décret n° 2010-676 susvisé dans les cas suivants :

- De congé de maladie,
- De congé de longue maladie,
- De congé de grave maladie,
- De congé de longue durée,
- De congé pour maternité ou pour adoption,
- De congé de paternité,
- De congé de formation professionnelle,
- De congé de formation syndicale,
- De congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie,
- De congé pris au titre du compte épargne-temps,
- De congés bonifiés.

Toutefois, la prise en charge est maintenue jusqu'à la fin du mois au cours duquel débute le congé. Lorsque la reprise du service, à la suite de ces congés, a lieu au cours d'un mois ultérieur, la prise en charge est effectuée pour ce mois entier.

4/ Les modalités de versement

a/ Les justificatifs

A la demande initiale de l'agent et lors des renouvellements de cette prise en charge, ce dernier doit justifier de la dépense engagée sur présentation des abonnements ou de la carte de transport et des factures correspondantes. Le titre doit impérativement être nominatif.

La participation de l'employeur public se fait uniquement sur la base du tarif le plus économique pratiqué par les transporteurs.

L'agent est tenu d'informer son administration dès qu'intervient un changement de nature à modifier les conditions de prise en charge.

b/ Le versement

Le mode de versement de la prise en charge partielle des titres de transport doit être mensuel, même pour les abonnements contractés annuellement. Le montant de la prise en charge doit figurer sur le bulletin de paie.

Il est exonéré de cotisations et contributions sociales (impôt sur le revenu, charges sociales salariales et patronales y compris exonération de CSG, C.R.D.S.).